

SÉTIF : UNE FEMME DÉCÈDE SUITE À UNE OPÉRATION D'ESTHÉTIQUE

Le chirurgien risque trois ans de prison

*Le tribunal correctionnel de Sétif s'est penché, la semaine dernière, sur une affaire d'une erreur médicale qui serait à l'origine du décès d'une femme de 32 ans, hospitalisée dans une clinique privée pour une opération de chirurgie esthétique.*

La victime était rentrée pour une simple liposuccion du ventre. Elle n'en verra malheureusement jamais les effets sur son corps. Une «grave erreur médicale», selon les termes de sa famille, lui a coûté la vie.

Mardi dernier, au box des accusés, se tenait le chirurgien ayant pratiqué l'intervention. Ce dernier, spécialisé en chirurgie générale, est poursuivi pour homicide involontaire et mise en danger d'autrui.

Les faits de cette tragique affaire remontent, selon les débats enregistrés lors du procès, au mois de septembre de l'année 2010. La victime, âgée de 32 ans, se lance dans une guerre aux kilos superflus. Elle s'impose un régime alimentaire sévère, s'adonne à de longues heures de sport quotidien, mais ne trouve pas satisfaction. Elle recourt, alors, à la chirurgie esthétique. Elle a décidé de faire pratiquer une plastie abdominale, en raison d'un excès cutanéograsseux de sa paroi abdominale antérieure. Elle subit une première intervention à Alger. Loin d'être satisfaite du résultat, elle sollicite de son chirurgien une seconde opération. Le praticien refusera et lui déconseille tout acte chirurgical dans l'immédiat, et ce, jusqu'à la cicatrisation complè-

te de l'opération, à savoir trois à six mois après la première liposuccion. Mais la victime, cherchant coûte que coûte la délivrance d'un corps mal aimé, se tourne vers un chirurgien installé à Sétif. Ce dernier n'étant spécialisé ni en chirurgie esthétique ni plastique accepte de l'opérer, tout en lui vantant d'avance les résultats de l'opération et la belle silhouette qu'elle pourrait avoir. Ce dernier accepte même de lui remodeler le visage en lui injectant du Botox.

L'entretien s'est déroulé le 19 septembre 2010, et l'opération fut programmée pour le lendemain dans une clinique privée. Heureuse de cette aubaine, la victime ne fera attention ni au prix dérisoire de l'opération exigé par le chirurgien, alors que pour de tels actes il faut débours 40 à 50 millions de centimes, ni à l'absence de l'examen clinique préopératoire nécessaire dans pareille situation. Selon des experts interrogés lors du procès, l'examen clinique préopératoire est indispensable avant toute intervention de ce genre.

L'examen doit préciser les antécédents médicaux et chirurgicaux, les habitudes alimentaires, diététiques et sportives, les pathologies (diabète, hypertension artérielle), les

prises médicamenteuses, notamment anxiolytiques, antidépresseurs, hypnotiques et les traitements déjà utilisés contre la cellulite. L'intoxication tabagique doit être quantifiée car ses effets délétères et fragilisant sur la micro-vascularisation cutanée sont connus : l'aspiration chez un fumeur doit être moins étendue et moins superficielle afin d'éviter une nécrose cutanée. Aussi, des bilans biologiques doivent être exigés.

Les examens comportent également une consultation en cardiologie avec électrocardiogramme, vérification de l'absence de prise de médicaments contenant de l'aspirine, consultation d'anesthésie obligatoire, précédant légalement d'au moins trois jours l'intervention. L'anxiété est habituelle avant toute intervention : la prescription d'un anxiolytique à faible dose pendant 5 jours avant l'opération est souvent judicieuse.

Enfin, un vêtement compressif sur mesure, adapté aux zones à traiter, doit être commandé à l'avance et apporté au bloc opératoire. Malheureusement, toutes ces étapes ont été ignorées par le chirurgien qui n'est pas spécialiste en la matière. L'opération réalisée dans une clinique privée et qui devait faire le bonheur de la patiente vira au drame.

La victime se réveillera avec des nécroses cutanées du ventre en plus de douleurs atroces. Au bas de l'abdomen, le chirurgien lui a laissé une ouverture de plusieurs centimètres

autant en longueur qu'en largeur, et pour rattraper le coup, il a voulu récupérer de la peau sur les cuisses de sa victime. Résultat, des balafres impressionnantes sur les parties opérées. L'état de santé de la femme se détériore de jour en jour, et le chirurgien ne faisait que lui injecter de la morphine pour atténuer les douleurs de ce «ratage». Mais devant l'état critique de la patiente, il consent à l'évacuer au CHU de Sétif. Malheureusement, ayant subi une thrombose pulmonaire avec une infection virale, elle succombera finalement à une septicémie (infection générale due à une pullulation de bactéries pathogènes dans le sang) moins d'une semaine après son opération.

En réponse à la question du président du tribunal sur les causes ayant entraîné le décès, le chirurgien les incombe au tabagisme avéré de la patiente. Une réponse qui ne satisfait pas le magistrat qui lui fait rappeler qu'étant médecin, son rôle était de dissuader un fumeur de subir ce genre d'opération. «Les patients doivent être tenus au courant et mis en garde contre tous les risques et les dangers de l'acte qu'ils vont subir», dira le président du tribunal correctionnel. Wantant connaître les aptitudes du chirurgien à pratiquer ce genre d'acte chirurgical, le président se voit répondre qu'il n'est pas un spécialiste en chirurgie esthétique ou plastique mais qu'il avait participé à des séminaires et à des stages sur ce

sujet à l'étranger tout en lui exhibant des attestations de participation.

Prenant la parole, le procureur de la République fustige le praticien, responsable selon lui du décès de la victime. «Au détriment de l'éthique, certains médecins ne reculent devant rien pour parvenir à leurs fins. De nombreux médecins non spécialisés effectuent des actes de chirurgie plastique, sans aucun état d'âme. Il est vrai qu'aucun chirurgien n'est à l'abri d'un accident lors d'une intervention, mais le risque est multiplié par mille lorsqu'on s'invite dans une spécialité qui n'est pas la sienne. C'est dire, qu'a priori, un geste chirurgical anodin peut avoir des conséquences dramatiques. Cela peut aller jusqu'à la mort. Concernant le praticien et le service où cette intervention a été réalisée, ce n'est pas un service spécialisé en chirurgie plastique et au vu du drame qui s'est produit, on peut s'interroger sur la compétence de ce praticien dans cette discipline (...) Ceci a causé la mort à la patiente du fait de dépassements et de fautes graves.»

Et le représentant du ministère public de requérir à l'encontre du chirurgien une peine de trois de prison ferme assortis d'une amende de 100 00 dinars ainsi que l'interdiction d'exercer la médecine durant cinq ans.

Le verdict est attendu pour les prochains jours.

Imed Sellami

AÏN SEFRA : JOURNÉE MONDIALE DU TOURISME

Où est passé le projet des trois ZET ?

*La nature de cette contrée du Sud-ouest algérien offre au visiteur des paysages hors du commun, une région qui abrite une panoplie de paysages contrastés, où montagnes, dunes et oasis se croisent et forment des sites pittoresques uniques.*

La région d'Aïn Sefra offre plusieurs possibilités pour visiter et prendre connaissance de ses vestiges historiques. Son tourisme est un tourisme de découverte de culture et ayant un caractère écologique, archéologique, historique et préhistorique. Jadis, une kibra pour les touristes et chercheurs étrangers et algériens.

Pour valoriser toutes les richesses touristiques que recèle cette région, il était question d'un nouveau plan de relance et de promotion du tourisme qui a été élaboré par la Direction du tourisme de Naâma, mais resté sans suite. Il était aussi question du concours de plusieurs acteurs notamment les secteurs de l'environnement, des transports, de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'artisanat, de même que les promoteurs touris-

tiques, notamment les investisseurs, les agences touristiques et les associations qui étaient appelés à collaborer dans ce plan de revalorisation, d'exploitation et de développement du patrimoine touristique, mais en vain.

Dans ce sillage, il a été décidé de relancer les cinq projets touristiques, (ZET), dont trois sites attractifs d'une valeur importante, les zones de Mekter et de Sidi Boudjemaâ situées dans la ville de Aïn-Sefra, et la station thermale de Aïn-Ouarka, ainsi que l'aménagement et l'extension de trois autres zones touristiques. Dans ce contexte, il a été aussi décidé d'étudier et de réaliser la cartographie de la wilaya des plans et des cartes de guide de voyageurs de la monographie de la wilaya, ainsi que la réalisation d'un centre d'information et d'orientation pour faciliter les séjours des touristes. Ces projets, inscrits il y a quelques années dans les différents programmes, n'ont toujours pas vu le jour. Notons que les oasis des monts des ksour sont réellement des sites touristiques aussi beaux les uns que les autres. Ces oasis sont des havres de paix et de sérénité, où il est permis de rayonner à travers les palmeraies, même en véhicule, quoique ce soit le domaine de la marche à pied. Du trekking pour

accéder aux sites des gravures rupestres au tumultus, et découvrir les sites naturels de Aïn Ouarka, de Djebel Aïssa.

Les composantes du produit concernant les randonnées touristiques, des propositions comme les dunes dorées de Mekhter, la plaine de la Dzira, l'architecture des ksour, les gravures rupestres, la réserve naturelle de Aïn-Aïssa, la station thermale de Aïn Ouarka, la zaouia de Cheikh Bouamama et le site des dinosaures à Sfisifa. Passer une nuit au piémont du cordon dunaire à l'hôtel Mekhter en plein bois de Boulogne ou à la belle étoile à Aïn Aïssa. Bivouaquer sur les dunes ou faire un pique-nique à Sidi-Boudjemaâ, peut être considéré comme une bonne opportunité et unique en soi. En plus des offices locaux de tourisme, qui peuvent fournir des prestations, orienter et accompagner les visiteurs, il existe à Aïn Sefra, une agence de voyages qui développe des programmes de circuits dans la région des monts des ksour, et des expéditions sur le Sud. En somme, avec tous ces atouts, le tourisme dans cette région demeure encore rudimentaire et reste le parent pauvre, malgré l'existence de commodités et de structures d'accueil.

B. Henine

ASSAINISSEMENT DE L'INFORMEL

Plus de 500 étals démolis à Oran

*Le programme de démantèlement des étals informels est toujours en vigueur à Oran, touchant les secteurs urbains les uns après les autres, avec d'ores et déjà un premier bilan chiffré pour faire le point 12 jours après son lancement.*

La cellule de communication de l'APC d'Oran, dans un bilan chiffré, non exhaustif, évoque ainsi le démantèlement de 509 tables d'étalage, 15 kiosques et pas moins de 93 auvents.

D'autres sources sécuritaires ont, pour leur part, donné récemment le chiffre de plus de 120 personnes exerçant une activité informelle concernées directe-

ment. Des rues, des places, des marchés répertoriés dans près d'une dizaine de quartiers et d'agglomérations secondaires ont été ainsi ciblés à coups de gros moyens, entre engins et personnel communal, sans oublier la mobilisation des forces de police. Ces dernières sont d'ailleurs contraintes d'assurer une présence physique sur les

lieux dégagés pour empêcher les revendeurs de se réinstaller.

Ceci pose d'autant la question du devenir de ce type d'opérations à long terme et surtout des solutions à apporter pour parvenir à «reverser» dans l'activité commerciale formelle des centaines de vendeurs et de marchands.

Ainsi, en certains endroits, des vendeurs qui avaient choisi de squatter les rues ont finalement accepté de rejoindre les box qu'ils avaient au sein des marchés couverts. C'est le cas dans différents secteurs urbains

comme à Es Seddikia, El Othmania, Haï Bouamama où les marchands de l'informel ont accepté d'être réaffectés. A El Hassi, les autorités ont décidé d'évacuer la garde communale d'une école désaffectée en vue de réaliser un marché. D'autres marchés délabrés vont devoir être rénovés ou démolis pour en construire de nouveaux aux normes. La commune d'Oran a préconisé à plusieurs reprises la réalisation de marchés parisiens comme solution, le tout pris sur les PCD au titre de l'exercice 2012.

Fayçal M.

SKIKDA

Une fuite d'eau date de 5 ans

La fuite d'eau de la cité Aïssa-Boukerma à Skikda détient le record en la matière. Elle a une longue vie de 5 ans sans réparation. Ou bricolage. La fuite est mitoyenne à la salle des fêtes Mesk-Elilil. Elle fait désormais partie du décor. En face de cette fuite, on trouve des hangars de lavage de voitures. Il semble qu'elle fait le lit de la concurrence déloyale, depuis que des conducteurs adeptes des économies lavent leurs voitures en plein air. Le risque de MTH (maladies à transmission hydrique) devient imminent du fait de la plausible infiltration des eaux usées dans l'eau potable. Skikda, en 2001, en a connu un bout : la typhoïde qui a sévi en est la tragique illustration. Et depuis, il n'y a pas eu de mesures draconiennes pour que cela ne se reproduise pas.

L'étonnant, comme l'a relevé un habitant, c'est que les pouvoirs publics entament des travaux de revêtement des voies de ce quartier, alors que le sous-sol mérite plus d'attention : les réseaux d'AEP et autres servitudes nécessitent des travaux de rénovation depuis des années. On avance la fin 2012 comme date de lancement du projet de rénovation du réseau d'AEP de la ville de Skikda.

Zaïd Zoheir

JIJEL : LE TRANSPORT

SCOLAIRE À TAHER

Un sérieux problème

Le transport scolaire demeure un sérieux problème pour nombre d'élèves dans certaines régions de la wilaya de Jijel.

Faute de bus scolaires, les lycéens des localités de Dekerra, Terriou, Lekherbechia, situées au sud de la commune de Taher, sont contraints de parcourir des kilomètres à pied pour rejoindre les lycées Naceri Ramdane et Tassifet.

Un vrai calvaire pour ces élèves, notamment durant la période hivernale. Selon les parents avec lesquels nous nous sommes entretenus, leur progéniture a du mal à trouver des places à bord des bus privés de passage car ils sont constamment bondés. Une situation qui doit interpeller les services concernés pour prendre en charge la doléance des parents de ces lycéens qui sont confrontés à cet épineux problème.

Bouhali Mohamed Cherif